

GAZA — BOMBARDEMENTS SIONISTES HIER A L'AUBE

Un bilan de 28 martyrs et 49 blessés

PRÉVENTION DE LA RAGE ANIMALE

Les conseils du ministère de la Santé

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

L'option présidentielle pour un développement propre et résilient



La Presse — La transition énergétique représente, de nos jours, un des défis majeurs auxquels la Tunisie est appelée à faire face et à relever avec une obligation de résultat, d'où son placement parmi les grandes priorités du Président de la République dont les efforts sont déjà concentrés sur la nécessité de mettre en œuvre les réformes adéquates et sur l'innovation des approches.

▶ page 3

TUNISIE-JORDANIE

Une position réciproquement stratégique

Les relations économiques entre la Tunisie et la Jordanie ont connu une croissance remarquable, a indiqué l'am-bassadrice de Tunisie en Jordanie, Moufida Zribi, soulignant que les échanges commerciaux entre les deux pays ont atteint des chiffres records en 2025.

▶ page 3

TROISIÈME ÉDITION DU PROGRAMME « DOCTO'ENTREPRENEUR »

La recherche universitaire au service de l'industrie



La Presse — En rapprochant chercheurs et industriels autour de projets à fort potentiel technologique, le programme « Docto'Entrepreneur » entend combler le fossé entre le monde académique et l'entreprise. Son ambition : rendre la recherche scientifique accessible et exploitable par l'industrie à travers des solutions technologiques innovantes.

▶ page 6

MISE À NIVEAU ENVIRONNEMENTALE DU GCT

La BAD accorde 110 millions de dollars

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé, le 28 janvier 2026 à Abidjan, un financement de 110 millions de dollars américains en faveur du Projet d'appui à la mise à niveau environnementale et à la réhabilitation des unités de production du Groupe chimique tunisien (Paer-Gct).

▶ page 4

EDITORIAL

Le financement participatif au secours de la transition énergétique

Par Nouredine HLAOUI

DANS le cadre des approches innovantes en faveur de l'œuvre de développement, l'Etat est déterminé à mettre en place une stratégie nouvelle et efficace dans plusieurs secteurs dont notamment celui de la transition énergétique appelée à être accélérée grâce au financement participatif ou ce qu'on appelle le crowdfunding.

En effet, ce nouveau type de financement constitue, selon les experts, un puissant levier complémentaire au service de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables dans la mesure où il ouvre de nouvelles perspectives pour orienter l'épargne vers l'économie réelle tout en contribuant à la diversification des sources des financements dans un esprit de participation.

Cette procédure s'inscrit dans le droit fil des objectifs nationaux devant améliorer la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité pour atteindre 35 % d'ici à 2030, voire 50 % à l'orée de l'an 2035.

Dans cet esprit, les différentes parties prenantes sont appelées à s'impliquer dans une mobilisation collective plus tranchante où l'ensemble des acteurs conjureront volonté et actions concrètes. Parmi ces acteurs, on citera, plus particulièrement, les pouvoirs publics, les financeurs classiques, la société civile, les citoyens et autres partenaires internationaux.

D'ailleurs, lors d'un forum national, tenu tout récemment, les présents ont été clairs quant à la nécessité d'ôter le flou qui entoure ce système du crowdfunding, un moyen innovant capable d'ancrer la transition énergétique dans les diverses zones du territoire tout en permettant au citoyen d'être un acteur à part entière du changement, surtout que ces contributions citoyennes représentent déjà entre 5 et 10% du financement total.

Il s'agit donc d'un véritable tournant stratégique dans le financement des projets en rapport avec l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables dans le cadre d'un processus déjà engagé depuis sept ans selon une démarche progressive basée sur une approche concertée entre bon nombre d'institutions publiques, acteurs privés, experts et partenaires internationaux.

On constate, ainsi, que la mise en œuvre du crowdfunding dans notre pays est le résultat d'un long parcours, enfin concrétisé après de multiples ajustements et la recherche d'une cohérence positive aboutissant à un modèle structuré, crédible et opérationnel, tout en pouvant être perfectionné avec le prochain lancement, déjà annoncé, de la première plateforme nationale de financement participatif, désormais dotée d'une autorisation officielle.

Quoi qu'il en soit, avec la fixation du cadre juridique, ladite plateforme devrait jouer un rôle déterminant en vue de transformer ce dispositif en une véritable offre de financement pour les promoteurs et les investisseurs.

CULTURE

OUVERTURE DES JAMC 2026

Une édition anniversaire



La Presse — L'ouverture officielle se tiendra aujourd'hui à 20h au Théâtre des jeunes créateurs, avec un autre spectacle tunisien intitulé « El Kabout » (Le manteau). De part et d'autre d'une surface plane, les marionnettistes donnent vie à « Kaki », un petit employé de bureau prisonnier de la répétition mécanique des mêmes tâches administratives. La pièce est signée par l'acteur et metteur en scène Amir Ayouni.

SPORT

LIGUE 1 — 19^E JOURNÉE-CA-CAB (1-0)

Chaouat comme d'habitude...

La Presse — Une réalisation du buteur clubiste a permis au CA d'empocher trois points. Le même joueur a été disqualifié avec une panenka ratée.

TRANSFERT

Moez Haj Ali "sang et or"

HAND — FINALE DE LA CAN EGYPTE-TUNISIE (37-24)

Le courage n'a pas suffi

La Presse — L'Egypte était trop forte pour notre Sept.

BASKET — TOURNOI DE DUBAI

Le CA en finale

COMMENTAIRE

**LA TUNISIE RETIRÉE DE LA LISTE (UCO)
S'affranchir de la surveillance**

Par Salem TRABELSI

L'agence de notation Fitch Ratings a confirmé la notation de la dette à long terme (LT) de la Tunisie à « B- », lui a attribué une note de recouvrement RR4 et l'a retirée de la liste des pays sous observation (UCO).

L'information est technique, presque froide. Mais derrière la mécanique des sigles et des ratios, il y a une respiration. Une bonne nouvelle, tout simplement.

Car il ne s'agit pas d'un exploit spectaculaire ni d'un bond vertigineux dans les classements mondiaux. C'est mieux que cela : un petit pas sûr, mesuré, vérifié. Un pas qui ne doit rien à l'euphorie mais tout à la persévérance. Et dans une Tunisie longtemps ballottée par les injonctions extérieures, ce pas prend une valeur politique et symbolique rare.

Fitch n'est ni indulgent ni complaisante. Elle constate. Elle observe une capacité de recouvrement moyenne, un cadre institutionnel encore fragile, une gouvernance perfectible. Mais elle acte aussi un mouvement : la sortie de la surveillance, la stabilisation du risque, la reconnaissance d'un Etat qui tient debout malgré les tempêtes. C'est peu pour les marchés pressés. C'est beaucoup pour une nation qui se réapproprie son destin.

Ce classement, aussi modeste soit-il, ravive une souveraineté longtemps ravie. Il signifie que la Tunisie peut avancer sans tutelle permanente, qu'elle peut négocier sans être contrainte, décider sans être disqualifiée d'avance. Il rappelle que la libération nationale n'est pas seulement un fait historique : c'est un combat économique, institutionnel, presque quotidien.

Bien sûr, Fitch conditionne toute amélioration à des réformes durables. Le message est clair : rien n'est acquis. Mais pour la première fois depuis longtemps, l'horizon n'est plus fermé.

Ce n'est pas un triomphe. C'est mieux : un signal de confiance naissante. Et parfois, en économie comme en histoire, une lueur suffit à remettre un pays en marche.

S.T.

ABONNEMENT

01-02-26



Rendez-vous

Aujourd'hui avec votre magazine

Dans les kiosques



Consultez La Presse Magazine sur
www.lapresse.tn



9 177 0 330 1 999 000